

Les enlèvements contre rançon au menu de l'OSCE à Interlaken

ANTI-TERRORISME — L'OSCE, présidée par la Suisse, se réunit fin avril à Interlaken (BE) pour évoquer les enlèvements contre rançon. Ceux-ci deviennent l'une des principales sources de financement des organisations terroristes.

Mis à jour le 23.04.2014



Didier Burkhalter, qui dirige cette année l'OSCE, a souligné que la Suisse «travaillait de manière intensive» sur la question du terrorisme. *Image: Keystone*

La Suisse veut renforcer la coordination internationale contre les «enlèvements contre rançon» par des terroristes qui se «professionnalisent». Des pays continuent de payer et de nouveaux acteurs privés interviennent. Berne profite de sa présidence de l'OSCE pour mettre ce sujet avec celui des «combattants étrangers» (lire: [Avec la Syrie, la Suisse découvre les «combattants étrangers»](#)) au centre d'une conférence fin avril à Interlaken (BE).

Depuis longtemps, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) «travaille de manière intensive» sur la question du terrorisme, a indiqué le président en exercice de l'organisation Didier Burkhalter. La Suisse a souhaité axer cette conférence prévue par l'OSCE sur le financement des terroristes par des «enlèvements contre rançon» (KFR).

Moins de 5% des enlèvements ont lieu en Europe. Mais si pendant longtemps ce fléau concernait essentiellement l'Amérique latine, les Etats européens voient depuis quelques années leurs ressortissants devenir otages au Sahel.

10% des otages au Sahel sont suisses

«Dans la dernière décennie, 10% des étrangers enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) étaient des Suisses», relève un chercheur du Centre d'études de sécurité de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), Christian Nünlist. Soit une douzaine de personnes. Outre la nécessité de protéger ses ressortissants, la Suisse peut apporter son expertise dans la lutte contre le financement du terrorisme.

L'ONU, l'UE et le G8 se sont penchés sur la question. Le «Mémorandum d'Alger» adopté en 2012 par 29 pays, dont la Suisse, et l'UE établit quinze bonnes pratiques. Dont la recommandation de ne pas payer de rançon, la mise en garde aux voyageurs ou des récompenses en échange d'informations sur des kidnappings. Ce principe devrait être étendu à tous les pays, estime Didier Burkhalter, qui relève que tous les pays de l'OSCE n'y sont pas associés.

Mais en raison de la «pression politique» de leurs citoyens, certains Etats comme «l'Italie, la France ou l'Allemagne se réserveront toujours le droit» de payer des rançons, fait remarquer le directeur du Centre international pour l'étude de la radicalisation (ICSR), Peter Neumann.

Des médias ont évoqué le paiement de rançons pour sept Suisses. Mais Didier Burkhalter a réaffirmé à plusieurs reprises que la Suisse ne négocie pas avec les preneurs d'otages.

120 millions pour AQMI

Les Etats-Unis sont eux partisans plutôt de la manière forte. La menace d'une action armée «effraie souvent les terroristes. Mais au risque que les otages soient tués, d'où l'importance de la prévention contre les KFR. Une force d'intervention conjointe de plusieurs pays serait elle «trop compliquée» parce que ce type d'opérations demande une longue préparation commune, insiste Peter Neumann.

La position des gouvernements a en revanche éveillé les appétits du secteur privé. Des sociétés lancent des transactions à l'insu des gouvernements, ce qui renforce les kidnappings.

Parce que les enlèvements peuvent rapporter beaucoup d'argent. En 2011, AQMI a touché 5,4 millions de dollars par otage. Et ce montant augmente de plus en plus, explique la spécialiste du terrorisme au Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), Christina Schori-Liang. Les gains atteignent de 90 à 120 millions sur dix ans.

Autre acteur privé, des sociétés d'assurance, comme la britannique Hiscox, offrent désormais des contrats liés aux KFR. La prise d'otage dans la raffinerie algérienne d'In Amenas début 2013 a dopé le secteur qui atteint des centaines de millions de dollars. Le risque est que «seuls les riches» pourront se rendre dans les zones dangereuses en étant assurés, souligne Peter Neumann.

Quelque 200 experts attendus

Les réseaux sociaux permettent désormais aux groupes de sélectionner les cibles en fonction de leur attractivité, affirme Christina Schori-Liang.

Par ailleurs, les terroristes contournent le problème gouvernemental en utilisant des criminels, selon elle. L'experte du GCSP appelle à des mécanismes internationaux «plus efficaces» sur la collecte de renseignement, la coopération policière ou la surveillance des ONG et des fondations qui aident les groupes terroristes. Et la majorité des KFR ne sont pas annoncés aux autorités par les entreprises pour des raisons de discrétion.

Parmi les quelque 200 personnes attendues les 28 et 29 avril à Interlaken figurent les coordinateurs nationaux de la lutte antiterroriste des Etats membres de l'OSCE, des experts et des représentants d'ONG. (ats/Newsnet)

Créé: 23.04.2014, 09h22

<http://www.lematin.ch/monde/enlevements-rancon-menu-osce-interlaken/story/27621395>